

Unité départementale de la Somme
53 rue de la Vallée
80040 Amiens Cedex1

Amiens, le 05/03/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 22/10/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

IDEX ENVIRONNEMENT PICARDIE

15 rue de la croix de pierre
Zone industrielle Nord
80000 Amiens

Références : 2025-E20046
Code AIOT : 0005101897

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 22/10/2024 dans l'établissement IDEX ENVIRONNEMENT PICARDIE implanté 15 Rue de la croix de pierre - Zone industrielle Nord usine de méthanisation 80000 Amiens. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection inopinée se déroule lors de la réalisation du contrôle inopiné sur les rejets aqueux (résiduaux et pluviaux) effectué par le laboratoire mandaté par la DREAL Hauts-de-France. Cette visite d'inspection concerne également l'autosurveillance des rejets atmosphériques et le contrôle inopiné air réalisé par le laboratoire mandaté par la DREAL Hauts-de-France en février 2024.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- IDEX ENVIRONNEMENT PICARDIE
- 15 Rue de la croix de pierre - Zone industrielle Nord usine de méthanisation 80000 Amiens
- Code AIOT : 0005101897
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société IDEX ENVIRONNEMENT PICARDIE exploite les installations ci-dessous :

- une installation de méthanisation de déchets non dangereux ou de matières végétales brutes... (capacité de 95 000 t/an soit 258 t/jour),
- une installation de traitement de déchets non dangereux (déconditionnement de biodéchets 77 t/j et production de combustibles solides de récupération 100 t/j),
- une installation de transit, regroupement ou tri de déchets non dangereux non inertes,
- une installation de broyage de déchets végétaux non dangereux,
- une installation de combustion d'une puissance thermique nominale de 12,25 MW.

Les installations sont notamment encadrées réglementairement par les actes administratifs suivants :

- arrêté ministériel du 10 novembre 2009 fixant les règles techniques auxquelles doivent satisfaire les installations de méthanisation soumises à autorisation en application du titre Ier du livre V du code de l'environnement ;
- arrêté ministériel du 17 décembre 2019 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables à certaines installations de traitement de déchets relevant du régime de l'autorisation et de la directive IED ;
- arrêté ministériel du 6 juin 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de broyage de déchets végétaux non dangereux relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2794 de la nomenclature des ICPE ;
- arrêté ministériel du 6 juin 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de déchets relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2716 (déchets non dangereux non inertes) de la nomenclature des ICPE ;
- arrêté ministériel du 3 août 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n°2910 de la nomenclature des ICPE ;
- arrêté préfectoral du 20 février 2017 complété par l'arrêté préfectoral du 31 août 2021 ;
- arrêtés préfectoraux des 1er octobre 1996, 26 février 2009, 18 février 2011 et 28 juillet 2023.

Thèmes de l'inspection :

- Action régionale 2024
- Air
- Eau de surface

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de

l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
5	Respect Valeurs limites d'émission – autosurveillan	AP Complémentaire du 28/07/2023, article 3.2.2 et 3.2.4	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	2 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
	ce air			
8	Respect Valeurs limites d'émission – autosurveillance eau	AP Complémentaire du 28/07/2023, article 3 et 4.3.9.1 et 4.3.12	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Éléments de contexte CI air	Autre du 22/10/2024, article /	Sans objet
2	Ouvrages de rejet air 1/2	AP Complémentaire du 28/07/2023, article 3.2.1	Sans objet
3	Ouvrages de rejet air 2/2	AP Complémentaire du 28/07/2023, article 3.2.1	Sans objet
4	Fréquence Valeurs limites d'émission – autosurveillance air	AP Complémentaire du 31/08/2021, article 10.2.1	Sans objet
6	Éléments de contexte eau	Autre du 22/10/2024, article /	Sans objet
7	Fréquence Valeurs limites d'émission – autosurveillance eau	AP Complémentaire du 31/08/2021, article 10.2.3	Sans objet
9	Substances per-et polyfluoralkylés dans les rejets aqueux	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant ne respecte pas les points de contrôle n° 5 et n°8 du présent rapport de visite d'inspection. L'exploitant devra transmettre à la Préfecture de la Somme dans les délais mentionnés dans le rapport de visite d'inspection à réception de ce dernier, les actions correctives et les justificatifs pour les points de contrôle n° 5 et n° 8.

Le cas échéant, si l'exploitant ne répond pas aux éléments mentionnés au-dessus, l'inspection des

installations classées pourra proposer un projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure à Monsieur le Préfet de la Somme.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Eléments de contexte CI air

Référence réglementaire : Autre du 22/10/2024, article /
Thème(s) : Risques chroniques, Contrôle inopiné (CI) précédent – conditions de fonctionnement
Prescription contrôlée : Date du CI Air de l'année n : 12/02/2024 et 13/02/2024 - Rapport G003241819-01 - Ind.0 Nature du/des dépassement(s)/gros dépassement(s) relevés lors du CI AIR de l'année n : Laveur de gaz (fosse des déchets) conduit n° 7 : vitesse = 6,8 m/s (10,4 m/s) ; COV totaux = 72,1 mg/Nm3 (40 mg/Nm3) Chaudière : poussières = 17 mg/Nm3 (5 mg/Nm3) ; SO2 = 531,7 mg/Nm3 (200 mg/Nm3) Cogénération n°2 : COV totaux = 1067 mg/Nm3 (250 mg/Nm3) et 4340 g/h (586 g/h) ; NOx = 381 mg/Nm3 (190 mg/Nm3) ; CO = 1066 mg/Nm3 (50 mg/Nm3) et 4335 g/h (2932 g/h) Conditions de fonctionnement du site : Normale Date du CI AIR de l'année n-1 : 26/10/2023 - Rapports N° 83VK04447/1, N° 83VK04448, N° 83VK04449/1, N° 83VK04450/1 Nature du/des dépassement(s)/gros dépassement(s) relevés lors du CI AIR de l'année n-1 : Chaudière : poussières = 22,4 mg/Nm3 (5 mg/Nm3) et 0,182 kg/h (0,08 kg/h) ; Oxydes de soufre = 643 mg/Nm3 (200 mg/Nm3) Conditions de fonctionnement du site : Installation en fonctionnement lors des prélèvements combustible biogaz et aucun événement particulier n'a été relevé au cours du contrôle Cogénération moteur n°1 : Oxydes d'azote en équivalent NO2 = 379,4 mg/Nm3 (190 mg/Nm3) ; Monoxyde de carbone = 973,4 mg/Nm3 (50 mg/Nm3) et 3,94kg/h (1,466 kg/h) ; Oxydes de soufre = 24,81 mg/Nm3 (10 mg/Nm3) Conditions de fonctionnement du site : Installation en fonctionnement lors des prélèvements combustible biogaz et aucun événement particulier n'a été relevé au cours du contrôle Cogénération moteur n°2 : Oxydes d'azote en équivalent NO2 = 404,8 mg/Nm3 (190 mg/Nm3) ; Monoxyde de carbone = 980,5 mg/Nm3 (50 mg/Nm3) et 5,15kg/h (1,466 kg/h) ; Oxydes de soufre = 27,57 mg/Nm3 (10 mg/Nm3) Conditions de fonctionnement du site : Installation en fonctionnement lors des prélèvements combustible biogaz et aucun événement particulier n'a été relevé au cours du contrôle
Constats : Lors de la visite d'inspection, l'exploitation de la chaudière de 5,5 MW, les deux moteurs de cogénération, la fosse déchets (laveur de gaz) sont en mode normale. L'exploitant dispose depuis le 22 avril 2024 d'un donner acte concernant la chaudière de 3 MW (chaudière de secours).
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Ouvrages de rejet air 1/2

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 28/07/2023, article 3.2.1
Thème(s) : Risques chroniques, Evacuation des rejets

Prescription contrôlée :

[...] Les points de rejet dans le milieu naturel doivent être en nombre aussi réduit que possible. Tout rejet non prévu au présent chapitre ou non conforme à ses dispositions est interdit. La dilution des rejets atmosphériques est interdite, sauf lorsqu'elle est nécessaire pour refroidir les effluents en vue de leur traitement avant rejet (protection des filtres à manches...)

Les ouvrages de rejet doivent permettre une bonne diffusion dans le milieu récepteur.

Les rejets à l'atmosphère sont, dans toute la mesure du possible, collectés et évacués, après traitement éventuel, par l'intermédiaire de cheminées pour permettre une bonne diffusion des rejets.

L'emplacement de ces conduits est tel qu'il ne peut y avoir à aucun moment siphonnage des effluents rejetés dans les conduits ou prises d'air avoisinant. La forme des conduits, notamment dans leur partie la plus proche du débouché à l'atmosphère, est conçue de façon à favoriser au maximum l'ascension des gaz dans l'atmosphère. La partie terminale de la cheminée peut comporter un convergent réalisé suivant les règles de l'art lorsque la vitesse d'éjection est plus élevée que la vitesse choisie pour les gaz dans la cheminée. Les contours des conduits ne présentent pas de point anguleux et la variation de la section des conduits au voisinage du débouché est continue et lente.

Constats :

Les points de rejets ci-dessous ont été constatés depuis le sol, à savoir :

- la fosse déchets (laveur de gaz), 1 point de rejet,
- les deux moteurs de combustion, 2 points de rejet,
- les chaudières, 1 seul point de rejet pour les deux chaudières,
- la torchère, 1 seul point de rejet.

Il n'a pas été possible de vérifier s'ils disposent d'un convergent.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Ouvrages de rejet air 2/2

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 28/07/2023, article 3.2.1

Thème(s) : Risques chroniques, Points de prélèvement

Prescription contrôlée :

Les conduits d'évacuation des effluents atmosphériques nécessitant un suivi, dont les points de rejet sont repris ci-après, doivent être aménagés (plate-forme de mesure, orifices, fluides de fonctionnement, emplacement des appareils, longueur droite pour la mesure des particules) de manière à permettre des mesures représentatives des émissions de polluants à l'atmosphère. En particulier des dispositions des normes NF 44-052 et EN 13284-1, ou toute autre norme européenne ou internationale équivalent en vigueur à la date d'application du présent arrêté, sont respectées. Ces points doivent être aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes les dispositions doivent également être prises pour faciliter l'intervention d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées. [...]

Constats :

Aux pages 14 à 17 du rapport (version :134124175-001-1) du 27 juin 2024, il est mentionné des non-conformités aux normes NF X 43-551, NF EN 15259, NF EN 16911-1.
Le laboratoire conclut que le non-respect à ces normes n'a pas d'impact sur la conformité des résultats. Compte tenu de ces éléments, l'inspection des installations retient que les lacunes identifiées ne remettent pas en cause la conformité des mesures.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Fréquence Valeurs limites d'émission – autosurveillance air

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 31/08/2021, article 10.2.1

Thème(s) : Risques chroniques, Programme de surveillance des émissions

Prescription contrôlée :

L'exploitant réalise une surveillance des émissions atmosphériques des conduits spécifiés au chapitre 3.2 selon une fréquence à minima semestrielle.

Constats :

L'exploitant a justifié qu'il réalise une autosurveillance semestrielle des rejets atmosphériques pour les points de rejets. Le rapport du premier semestre 2024 a été transmis ainsi que le bon de commande en date du 16 février 2024 pour réaliser l'autosurveillance des rejets atmosphériques pour le second semestre 2024.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Respect Valeurs limites d'émission – autosurveillance air

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 28/07/2023, article 3.2.2 et 3.2.4

Thème(s) : Risques chroniques, Valeurs limites d'émission

Prescription contrôlée :

Article 3.2.2 CONDUITS ET INSTALLATIONS RACCORDEES

N° de conduit	Installations raccordées	Hauteur en m	Diamètre en m	Débit nominal en Nm3/h	Vitesse minimale d'éjection en m/s	Puissance ou capacité	Combustible	Autres caractéristiques
1	Chaudière	26	0,64	16000	6	5,5 MW	biogaz	-
2	Cogénération moteur n°1	24,37	0,4	5864	25	3 , 3 7 5 M W	biogaz	-

3	Cogénération moteur n°2	24,37	0,4	5864	25	3 , 3 7 5 M W	biogaz	-
4	Torchère	8,67	1,9	10600	25	11 MW	biogaz	-
5	A i r ambiant de l'UT10, l'UT20, l'UT30, l'UT60	15	1	29000	25	-	-	biofiltre 1
6	A i r ambiant de l'UT10	6	1,2	65000	16,05	-	-	Laveur acide puis biofiltre 2
7	Fosse des déchets	13	1,3	50000	10,4	-	-	Laveur de gaz
8	A i r ambiant atelier	12	1,12	49100	13,8	-	-	Dépoussiéreur
9	A i r ambiant ligne biodéchets	12	0,8	27000	14,9	-	-	biofiltre 3

Les conduits n°2 et n° 3 sont regroupés dans une unique cheminée/un unique conduit.

Le débit des effluents gazeux est exprimé en mètres cubes par heures rapportées à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilopascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs) sauf pour les installations de séchage où les résultats sont exprimés sur gaz humides.

ARTICLE 3.2.4 VALEURS LIMITES DES CONCENTRATIONS DANS LES REJETS ATMOSPHERIQUES / VALEURS LIMITES DES FLUX DE POLLUANTS REJETES

Les rejets issus de l'installation doivent respecter les valeurs suivantes en concentration, les

volumes de gaz étant rapportés :

- à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilopascals à après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs).
- à une teneur en O2 ou CO2 précisée dans le tableau ci-dessous.

On entend par flux de polluant la masse de polluant rejeté par unité de temps. Lorsque la valeur limite est exprimée en flux spécifique, ce flux est calculé, sauf dispositions contraires, à partir d'une production journalière.

Les flux de polluants rejetés dans l'atmosphère doivent être inférieurs aux valeurs limites suivantes :

Paramètres	Conduit n° 1 (chaudière)	Conduit n° 1 (chaudière)	Conduit n° 1 (chaudière)	Conduits n°2 et n°3 (cogénération moteurs 1 et 2)	Conduits n°2 et n°3 (cogénération moteurs 1 et 2)	Conduits n°2 et n°3 (cogénération moteurs 1 et 2)
	Concentration (mg/Nm3)	Flux horaire (g/h)	Flux annuel (kg/an)	Concentration (mg/Nm3)	Flux horaire (g/h)	Flux annuel (kg/an)
O2	3%	3%	3%	3%	3%	3%
Poussières	5	80	346	150	1759	15411
Oxydes d'azote (NOx) (exprimés en NO2)	300	5600	24200	190	6157	53937
Oxydes de soufre (exprimés en SO2)	200	12800	74300	10	117	1027
CO	100	1600	7008	50	2932	25684
COVT	50	800	3460	250	586	5137
Hcl et autres composés organiques gazeux du chlore	-	-	-	-	-	-

(exprimés en Hcl)						
Fluor et composés fluorés (exprimés en HF)	-	-	-	-	-	-

	Conduit n° 4 (torchère)	Conduit n° 4 (torchère)	Conduit n° 4 (torchère)
Paramètres	Concentration (mg / Nm ³)	Flux horaire (g/h)	Flux annuel (kg/an)
O ₂	11%	11%	11%
Oxydes d'azote (NO _x) (exprimés en NO ₂)	525	5565	1224
Oxydes de soufre (exprimés en SO ₂)	400	4240	933
CO	150	1590	350
COVT	50		
Hcl et autres composés organiques gazeux du chlore (exprimés en Hcl)	3	32	7
Fluor et composés fluorés (exprimés en HF)	2	21	5

	Conduit n° 5 (air ambiant de l'UT10, l'UT20, l'UT30, l'UT60) biofiltre 1	Conduit n° 5 (air ambiant de l'UT10, l'UT20, l'UT30, l'UT60) biofiltre 1	Conduit n° 5 (air ambiant de l'UT10, l'UT20, l'UT30, l'UT60) biofiltre 1
--	--	--	--

	I'UT60) biofiltre 1	I'UT60) biofiltre 1	I'UT60) biofiltre 1
Paramètres	C o n c e n t r a t i o n (m g / N m 3)	Flux horaire (g/h)	Flux annuel (kg/an)
Ammoniac	20	1450	11600
Sulfure d'hydrogène (H2S)	5	145	1160
Poussières	5	245	2146,2
COVT	40	1960	17169,6

	Conduit n° 6 (air ambiant de l'UT10) laveur acide puis biofiltre 2	Conduit n° 6 (air ambiant de l'UT10) laveur acide puis biofiltre 2	Conduit n° 6 (air ambiant de l'UT10) laveur acide puis biofiltre 2
Paramètres	C o n c e n t r a t i o n (m g / N m 3)	Flux horaire (g/h)	Flux annuel (kg/an)
Ammoniac	20	3250	28470
Sulfure d'hydrogène (H2S)	5	325	2847
Poussières	5	245	2146,2
COVT	40	1960	17169,6

	Conduit n°7 (fosse des déchets) laveur de gaz	Conduit n°7 (fosse des déchets) laveur de gaz	Conduit n°7 (fosse des déchets) laveur de gaz
Paramètres	C o n c e n t r a t i o n (m g / N m 3)	Flux horaire (g/h)	Flux annuel (kg/an)
Ammoniac	20	2500	21900
Sulfure d'hydrogène (H2S)	5	250	2190
Poussières	5	245	2146,2

COVT	40	1960	17169,6
------	----	------	---------

	Conduit n° 9 (air ambient ligne biodéchets) biofiltre 3	Conduit n° 9 (air ambient ligne biodéchets) biofiltre 3	Conduit n° 9 (air ambient ligne biodéchets) biofiltre 3
Paramètres	Concentration (mg / Nm ³)	Flux horaire (g/h)	Flux annuel (kg/an)
Poussières	5	135	1183
COVT	40	1080	9460
Sulfure d'hydrogène (H ₂ S) ¹	1	27	237
Ammoniac (NH ₃)	5	135	1183
HCl	-	-	-

Les valeurs limites s'imposent à des mesures, prélèvements et analyses moyens réalisés sur une durée qui est fonction des caractéristiques de l'appareil et du polluant et voisine d'une demi-heure.

Lorsque la valeur limite est exprimé en flux spécifique, ce flux est calculé, sauf disposition contraires, à partir d'une production journalière.

Dans le cas d'une autosurveillance permanente (au moins une mesure représentative par jour), sauf disposition contraire, sans toutefois dépasser le double de ces valeurs. Ces 10% sont comptés sur une base de 24 heures.

Sauf autorisation explicite, la dilution des effluents est interdite. En aucun cas elle ne doit constituer un moyen de respecter les valeurs limites fixées par le présent arrêté.

Constats :

L'autosurveillance du premier semestre de 2024 (rapport Version :134124175-001-1 du 27 juin 2024) mentionne des non-conformités.

Pour le biofiltre 1 (conduit n°5), la vitesse au débouché est non conforme. Pour le biofiltre acide 2 (conduit n°6), la vitesse au débouché est non conforme. Pour le biofiltre 3 "laveur acide" (conduit n°9), la vitesse au débouché est non conforme.

Pour la chaudière de 5,5 MW, les concentrations en poussières et en oxydes de soufre (SO_x) sont non conformes.

Pour la fosse déchets (conduit n° 7 laveur de gaz), les concentrations en poussières sont non conformes.

Pour le moteur 1 de la cogénération, la vitesse au débouché est non conforme. Pour le moteur 1

de la cogénération, la concentration en monoxyde carbone est non conforme.
 Pour le moteur 2 de la cogénération, la vitesse au débouché est non conforme. Pour le moteur 2 de la cogénération, la concentration en monoxyde carbone et en oxyde d'azote sont non conformes.

En outre, l'exploitant a évoqué la lettre en date du 11 décembre 2023 transmise à l'inspection des installations classées relative au contrôle inopiné de 2023. L'inspection des installations classées a estimé la réponse non satisfaisante.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant devra justifier les actions qu'il a mis en œuvre et qu'il mettra en œuvre afin que les émissions non conformes mentionnées dans le rapport du 27 juin 2024 soient conformes.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois

N° 6 : Éléments de contexte eau

Référence réglementaire : Autre du 22/10/2024, article /

Thème(s) : Risques chroniques, Contrôle inopiné (CI) précédent – conditions de fonctionnement

Prescription contrôlée :

Date du CI EAU de l'année n-1 : 24/10/2023 N°2424.10.373/00

Nature du/des dépassement(s)/gros dépassement(s) relevés lors du CI EAU de l'année n-1 :

Rejet n°1 Eaux résiduaires : Couleur hazen = 910 mg/l (100 mg/l) ; matières en suspension = 1500 mg/l (400 mg/l), DCO = 1730 mg/l (1200 mg/l) ; Azote global = 135,2 mg/l (75 mg/l) ; Métaux totaux = 1,918 mg/l (1 mg/l) ; Phosphore total = 15,1 mg/l (2 mg/l) ; Zinc = 1,21 mg/l (1mg/l)

Rejet n°2 Eaux pluviales : Matières en suspension = 100 mg/l (30 mg/l) ; DBO5 = 120 mg/l (30 mg/l) ; DCO = 401 mg/l (125 mg/l) ; Azote global = 82,82 mg/l (25 mg/l) ; Phosphore total = 2,75 mg/l (2 mg/l)

Conditions de fonctionnement du site : Normal

Constats :

L'exploitant a précisé les actions qu'il a mis en œuvre suite à ces dépassements. Ainsi, l'exploitant a constaté qu'un déversement de digestat solide s'était produit, lors des essais finaux de sa nouvelle installation de traitement des biodéchets.

Il précise qu'une très grande partie de cette matière a été arrêtée dans ses ouvrages et ne s'est donc pas déversée dans le réseau urbain de collecte et de traitement des effluents aqueux mais cela explique les dépassements alors qu'habituellement, les analyses effectuées chaque mois, sont conformes. Il évoque avoir réagit rapidement et avoir redirigé l'ensemble des eaux pluviales vers son bassin de confinement des eaux, à l'aide de son système de vannes de coupure/barrage. Une société spécialisée en assainissement a réalisé un curage et un nettoyage des ouvrages de collecte et de traitement des eaux pluviales.

L'exploitant a transmis à l'inspection des installations :

- une notification d'incident sur le modèle du Bureau d'Analyse des Risques et Pollutions Industriels (BARPI) ;
- un fichier de présentation agrémenté de photographie de l'enquête interne ainsi que son plan d'action ;
- le bordereau de suivi des déchets collectés.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Fréquence Valeurs limites d'émission – autosurveillance eau

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 31/08/2021, article 10.2.3

Thème(s) : Risques chroniques, Programme de surveillance de la qualité des rejets aqueux

Prescription contrôlée :

Les dispositions minimums suivantes sont mises en oeuvre :

	Conduit n°1 (eaux résiduaires)	Conduit n°1 (eaux résiduaires)	Conduit n°1 (eaux résiduaires)
Paramètre	Type de suivi	Périodicité de la mesure	Fréquence de transmission
MES	Moyen 24 heures	Mensuelle	Mensuelle
DBO5	Moyen 24 heures	Mensuelle	Mensuelle
DCO	Moyen 24 heures	Mensuelle	Mensuelle
Azote global NGL	Moyen 24 heures	Mensuelle	Mensuelle
Phosphore total	Moyen 24 heures	Mensuelle	Mensuelle
Indice hydrocarbure	Moyen 24 heures	Mensuelle	Mensuelle
Métaux totaux	Moyen 24 heures	Mensuelle	Mensuelle
Arsenic	Moyen 24 heures	Mensuelle	Mensuelle
Cadmium	Moyen 24 heures	Mensuelle	Mensuelle
Chrome	Moyen 24 heures	Mensuelle	Mensuelle
Cuivre	Moyen 24 heures	Mensuelle	Mensuelle
Nickel	Moyen 24 heures	Mensuelle	Mensuelle

Plomb	Moyen 24 heures	Mensuelle	Mensuelle
Zinc	Moyen 24 heures	Mensuelle	Mensuelle
Mercure	Moyen 24 heures	Mensuelle	Mensuelle

	Conduit n°2 (eaux pluviales)	Conduit n°2 (eaux pluviales)	Conduit n°2 (eaux pluviales)
Paramètre	Type de suivi	Périodicité de la mesure	Fréquence de transmission
MES	Moyen 24 heures	Annuelle	Annuelle
DBO5	Moyen 24 heures	Annuelle	Annuelle
DCO	Moyen 24 heures	Annuelle	Annuelle
Azote global NGL	Moyen 24 heures	Annuelle	Annuelle
Phosphore total			
Indice hydrocarbure	Moyen 24 heures	Annuelle	Annuelle
Métaux totaux	Moyen 24 heures	Annuelle	Annuelle

Constats :

L'exploitant renseigne les paramètres pour les eaux résiduaires dans GIDAF. Il a été constaté des déclarations chaque mois sur la période de janvier 2024 à octobre 2024.
S'agissant des eaux pluviales, la fréquence annuelle est respectée.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Respect Valeurs limites d'émission – autosurveillance eau

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 28/07/2023, article 3 et 4.3.9.1 et 4.3.12

Thème(s) : Risques chroniques, Valeurs limites de rejets aqueux

Prescription contrôlée :

L'exploitant est tenu de respecter, avant rejet des eaux résiduaires dans le milieu récepteur considéré, les valeurs limites en concentration et flux ci-dessous définies.

Référence du rejet vers le milieu récepteur : n°1

Ces eaux sont traitées et évacuées conformément aux règlements en vigueur, dont la convention

de déversement entre IDEX Environnement Picardie et la Chambre de Commerce et d'Industrie d'Amiens. Les concentrations maximales sont les suivantes.

Paramètres	Concentration (mg/l)
MES	400 mg/l
DBO5	800 mg/l
DCO	1200 mg/l
COT	400 mg/l
Azote total (N total)	75 mg/l
Métaux totaux	1 mg/l
Indice hydrocarbure	10 mg/l
Phosphore total (P total)	2 mg/l
Arsenic	0,05 mg/l
Cadmium	0,05 mg/l
Chrome	0,15 mg/l
Cuivre	0,5 mg/l
Nickel	0,5 mg/l
Plomb	0,1 mg/l
Zinc	1 mg/l
Mercure	5ug/l

L'exploitant est tenu de respecter, avant rejet des eaux pluviales non polluées dans le milieu récepteur considéré, les valeurs limites en concentration définies :
 Référence du rejet vers le milieu récepteur : n°2

Paramètres	Concentration (mg/l)
MES	30 mg/

DB05	30 mg/l
DCO	125 mg/l
COT	60 mg/l
Indice hydrocarbure	5 mg/l
Azote total (N total)	25 mg/l
Phosphore total (P total)	2 mg/l

Le circuit des eaux pluviales sera muni à son extrémité d'un dispositif de type vanne batardeau interdisant le rejet en cas de pollution accidentelle.

Constats :

L'inspection des installations classées a constaté le positionnement des outils de mesures des rejets des eaux résiduares et des eaux pluviales mis par le laboratoire mandaté pour réaliser le contrôle inopiné en présence de l'exploitant.

L'inspection des installations classées a reçu par courrier le 2 décembre 2024, les résultats du contrôle inopiné des rejets des eaux résiduares et des eaux pluviales réalisé du 22 octobre 2024 au 23 octobre 2024.

Sur le point de rejets des eaux résiduares, la concentration en azote global est non conforme (89,14 mg/l or 75 mg/l).

Sur le point de rejets des eaux résiduares, la concentration en phosphore total est non conforme (3.42 mg/l or 2 mg/l).

Sur le point de rejets des eaux pluviales, la concentration en demande chimique en oxygène est non conforme (183 mg/l or 125 mg/l).

Sur le point de rejets des eaux pluviales, la concentration en azote global est non conforme (53,38 mg/l or 25 mg/l).

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant devra justifier les actions qu'il a mis en œuvre et qu'il mettra en œuvre afin que les rejets mentionnés au-dessus soient conformes.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois

N° 9 : Substances per-et polyfluoralkylées dans les rejets aqueux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4

Thème(s) : Risques chroniques, Prélèvements, analyses et transmission des résultats

Prescription contrôlée :

[...]

[...]

II. - L'exploitant réalise chaque mois, sur trois mois consécutifs, une campagne d'analyses des substances PFAS, telle que prévue à l'article 3, à partir d'échantillons prélevés selon les conditions fixées au I. Selon la rubrique de la nomenclature des installations classées au titre de laquelle son établissement est soumis à autorisation, l'exploitant réalise sa première campagne d'analyse selon les délais suivants :

Rubrique de la nomenclature des installations classées	Délai pour réaliser la première campagne d'analyse à compter de l'entrée en vigueur du présent arrêté
2660, 2661, 2760, 2790, 3410, 3420, 3440, 3450, 4713	Trois mois
2330, 2345, 2350, 2351, 2567, 2750, 2752, 2795, 3120, 3230, 3260, 3610, 3620, 3630, 3670, 3710	Six mois
2791, 3510, 3531, 3532, 3540, 3560	Neuf mois

Si un même établissement est soumis à autorisation au titre de plusieurs rubriques, associées à des délais différents, le délai le plus long est retenu.

Pour les établissements soumis à autorisation au titre de rubriques non mentionnées ci-dessus, la première campagne est réalisée au plus tard neuf mois à compter de l'entrée en vigueur du présent arrêté.

Si l'exploitant est dans l'incapacité de respecter ces délais, il informe l'inspection des installations classées en justifiant cette incapacité. Il transmet les résultats par voie électronique dans les meilleurs délais et au plus tard un mois après le délai initial.

III. - L'exploitant transmet les résultats commentés de ces campagnes d'analyse, par voie électronique, à l'inspection des installations classées au plus tard le dernier jour du mois suivant chaque campagne. Ces résultats sont transmis conformément à l'arrêté du 28 avril 2014 susvisé.
[...]

Constats :

Les analyses des mois d'avril 2024 et de mai 2024 ont été transmises dans GIDAF. Lors de la visite d'inspection, les analyses du mois de juin 2024 n'étaient pas transmises dans GIDAF. Suite à la visite d'inspection, les analyses du mois de juin 2024 ont été transmises.

L'exploitant a rédigé un commentaire des résultats, à savoir "Seul élément quantifiable : AOF 120µg/L ".

Type de suites proposées : Sans suite